

Réussir la convergence des luttes



Paris, le 30 septembre. Près de 80 000 personnes ont défilé contre le traité européen et les politiques d'austérité. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

**JEUDI 25
OCTOBRE
À 20H**

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

De gauche comme de droite,

**L'AUSTÉRITÉ
ON LA COMBAT!**

MEETING PARIS
SALLE JAPY, 2 rue Japy 75011 Paris (Métro Voltaire ou Charonne)

Avec **Olivier Besancenot,**
Christine Poupin, Philippe Poutou
et la participation de représentantEs des luttes

Sale temps pour le gouvernement. Cela fait à peine quatre mois qu'il est en place... mais il est déjà taclé à gauche et dans la rue. Un indice de la crise sociale et politique qui s'accélère.

Samedi 29 septembre, c'était les Ford et PSA au Mondial de l'automobile, puis à l'occasion d'un meeting à Aulnay. Dimanche 30, des dizaines de milliers de manifestants sont venus de toute la France pour dire leur refus de l'austérité, et rappeler pour certains qu'ils n'avaient pas voté Hollande pour ça. Loin d'être abattu, le «peuple de gauche» avait décidément un petit air frondeur ce week-end sous le soleil. Au cœur de la crise, il y a la responsabilité de l'État, ou celle qu'il n'a pas envie d'assumer: l'État arrogant qui assène ses plans de rigueur sur l'air de la fatalité pour les plus pauvres; mais l'État impuissant dès il s'agit de faire face aux riches qui ferment les usines et sèment la misère... Symbole d'un gouvernement dont la popularité est en chute libre, Arnaud Montebourg le « ministre improductif » d'un redressement plus qu'incertain aura donc essuyé les quolibets à Florange, avant d'être invisible au Mondial de l'auto.

Ayrault a eu beau répéter, jeudi 27 sur France 2, qu'il avait la situation bien en main, elle semble pour partie lui échapper. Sans que l'état des luttes et des résistances ne soit pour l'instant en mesure de lui adresser autre chose qu'un carton rouge plutôt symbolique.

Sale temps pour les travailleurs

Car l'autre versant de la situation, c'est aussi l'accélération d'une crise que subissent de plein fouet les travailleurs. L'austérité s'aggrave partout en Europe, sur fond de récession. En Espagne, le gouvernement Rajoy a annoncé la semaine dernière une réduction des déficits de près de 40 milliards d'euros, afin de passer de 11% du PIB en 2011 à 4,5% en 2013. En Grèce, c'est un nouveau tour de vis de 11,5 milliards dans un pays déjà exsangue. En France, il faudrait trouver 30 milliards, ou plutôt 50 car la croissance annoncée a déjà un air de fiction, si l'objectif reste bien celui des 3% du PIB pour 2013. Un chiffre de fou furieux paraît-il, impossible et inutile...

Sauf que ce ne sont pas les politiciens, ni les commentateurs, ni les experts qui décident mais... les «marchés» qui ont trouvé la bonne combine pour mettre les États sous pression et ramasser le pactole sous forme de taux d'intérêts élevés. Le budget sera donc une catastrophe, celui de l'État comme celui de la Sécurité sociale. «Si quelqu'un commence à restructurer, cela obligera tout le monde à suivre» avait expliqué Carlos Ghosn, le PDG de Renault Nissan au mois de mars. C'est maintenant chose faite. Après PSA, c'est

SUITE PAGE 2

Agenda

6 octobre, génocide rwandais, Bordeaux.

Projection du documentaire *Tuez-les tous!* sur le génocide rwandais. La projection sera suivie d'un débat avec Adélaïde Mukantabana (rescapée du génocide, présidente de Cauri), Moulaye Aidara (Afriques en Lutte), André Rosevègue (Centre d'études sociales de Bordeaux) et Laurent Delage (NPA 33). RV à 20 heures à la Maison Cantonale, 20 rue de Châteauneuf, 33100 Bordeaux (Tram A - station Jardin Botanique). Entrée libre. <http://asso-cauri33.over-blog.com/>

6 octobre, manifestations santé, national.

Rassemblements partout en France contre les dépassements d'honoraires, pour la suppression des franchises médicales contre les restructurations hospitalières, les fermetures de maternités et de CIVG, pour l'accès aux soins pour toutes et tous!

À Paris, rassemblement à Port-Royal à 12h30 et manifestation à 14 heures de l'hôpital Cochin à Matignon.

Pour lire le plan d'urgence de ce collectif unitaire et les infos sur la mobilisation en Europe et en France : www.coordination-nationale.org (lire aussi p. 3)

9 octobre, journée européenne pour l'industrie.

- Rassemblement à partir de 10h30 devant le Mondial de l'auto suivi d'une visite du Salon.

- Manifestation de la place d'Italie (départ 14 heures) à la gare Montparnasse.

13 octobre, rassemblement « Changeons d'ère, sortons du nucléaire! », Laval.

Cette manifestation regroupera toutes les citoyenNEs qui demandent l'arrêt immédiat des chantiers de l'EPR de Flamanville et de la THT « Cotentin-Maine ». Pour toute information : 07 86 67 25 93 ou sdn53@hotmail.fr Site : <http://sdn-rennes.org/>

19-20 octobre, journées d'Égal à Égales, Angers.

Le collectif angevin « d'Égal à Égales » organise un grand événement féministe : débats, tables rondes, ateliers, spectacle, expos... RV vendredi 19 octobre à partir de 20 heures dans les salons Curnonsky, 6 place Maurice-Saillant à Angers (tramway arrêt Ralliement). Samedi 20, manif à 15h30, place du Ralliement.

25 octobre, meeting NPA, Paris.

De gauche comme de droite, l'austérité on la combat! Meeting anti-austérité, avec Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, et la participation de représentés des luttes. RV à 20 heures, salle Japy, 2 rue Japy (M° Voltaire ou Charonne), Paris.

Réussir la convergences des luttes

SUITE DE LA PAGE 1

au tour de Renault d'engager avec les « partenaires sociaux » une prétendue « concertation » en octobre pour imposer sur le modèle de Sevelnord de nouveaux « accords de compétitivité ». Et sans attendre, les deux compères se sont entendus comme larrons en foire pour exiger en urgence une nouvelle baisse des cotisations sociales pour baisser le coût du travail. L'État plutôt prévenant a d'ailleurs délégué Louis Gallois, l'ex-PDG d'EADS, pour plancher sur le sujet fin octobre. Il promet un « choc de compétitivité », entendez une attaque en règle contre la part socialisée du salaire, et toutes ces « charges » décidément insupportables. On aura donc les deux, l'attaque contre les salaires et contre l'emploi (l'une n'empêchant pas l'autre) comme à Goodyear ou pour les Conti : d'abord les sacrifices, ensuite la lourde. Dans tous les secteurs, avec chaque semaine de nouveaux venus. « Alerte sur les centres d'appels » titrait le *Journal du dimanche* le weekend dernier : « La profession craint jusqu'à 7 000 suppressions d'emplois d'ici un an ». C'est manifestement loin d'être terminé.

Commencer à reconstruire le rapport de forces

L'hirondelle de ce week-end ne suffira donc pas à faire le printemps : pas facile de surmonter l'attente, mais aussi les préventions et les sectarismes lorsqu'il s'agit de réunir des ouvriers de Ford et de PSA. Et même si la question du référendum a finalement été peu reprise par les manifestants dimanche, on voit bien que l'opération a eu aussi une dimension politique : une démonstration de force militante pour le PCF alors que les caméras étaient pour Jean-Luc Mélenchon, sans que ni l'un ni l'autre n'ait envie de donner des perspectives pour les luttes, même si les manifestants en sont sortis ragaillardis. C'est donc le sens de notre intervention politique en tant que NPA, à notre échelle forcément modeste, de faire le lien entre toutes les attaques, et de contribuer à faire le lien entre les équipes militantes. Cela commence dès le 6 octobre pour la santé, puis le 9 octobre pour l'emploi, afin de construire des convergences et y travailler sans relâche, dans la durée, dans le cadre d'une

campagne de tout le parti contre la politique du patronat et du gouvernement. Et pourquoi pas, comme l'ont déjà défendu Philippe Poutou et Olivier Besancenot, mettre en discussion l'objectif d'une grande manifestation nationale pour en finir avec les suppressions d'emplois.

Jean-François Cabral



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ALICE D.)

regards

Propos recueillis par Elsa Collonges

THALES *La radiologie médicale n'est pas à vendre!*

Quand Thalès à Moirans (Isère) annonce en juillet la vente de sa branche radiologie médicale (1 200 salariéEs dont 800 à Moirans), c'est la consternation et la colère chez les salariéEs et dans toute la région du Voironnais. Paul, l'un des salariés de cette branche, témoigne.

Comment avez-vous appris que votre filiale était à vendre? Quelle a été la réaction des salariéEs?

L'annonce a été précipitée par une fuite en haut lieu. La direction a dû confirmer les bruits qui commençaient à enfler depuis plusieurs jours. C'est pour ça que le PDG de la branche Radiologie médicale de Thales, Guy Baruchel, est venu à Moirans le 5 juillet. Il a annoncé la cession par Thales de sa branche et a essayé de nous rassurer. En réalité, les dossiers de vente n'étaient même pas encore bouclés. Le patron a dit sans sourcilier qu'il était décidé à vendre « coûte que coûte », y compris à un concurrent ou à un fonds d'investissement. Une réunion a été organisée pour les cadres intermédiaires. Elle a tourné court : au bout d'une demi-heure, ils ont tous quitté la salle, laissant la direction seule! L'après-midi, trois cars de salariéEs ont accompagné bruyamment M. Baruchel à la Communauté du Pays Voironnais où il tentait de rassurer les élus.

Comment la direction de Thales justifiait-elle la vente de sa filiale TED (Thales Electron Devices)?

C'était la deuxième entité de Thales touchée par un plan de réduction des coûts, baptisé ProBasis, après la vente mouvementée d'une partie de l'informatique de Thales Services. Ce plan prévoit aussi de se débarrasser de plusieurs parties de la branche avionique : TAES et Simulateurs de vol. C'est en fait un plan de recentrage des activités de Thales autour de l'armement qui a été lancé par le nouveau PDG du groupe, Luc Vigneron, nommé en 2009 par Sarkozy. Les deux sites de Moirans concernés par la vente sont à la pointe dans leurs secteurs : XRIS, filiale à 100% de Thales, fabrique des tubes détecteurs de rayons X pour la radiologie médicale et Trixell fabrique la nouvelle génération de détecteurs numériques plats. XRIS a déjà subi une réduction drastique des effectifs. Ses perspectives d'avenir ne sont pas très bonnes mais reste très rentable. De son côté, Trixell a généré 30 millions de bénéfices sur 200 millions de chiffre d'affaires en 2011 - 15%! - une vraie « vache à lait » pour le groupe! Il n'y a donc aucune raison de les vendre si ce n'est des aspects financiers qui n'ont que faire des salariéEs et de stratégie industrielle!

Qu'est-ce qui, à ton avis, a permis de faire reculer Thales?

La mobilisation de tous les salariéEs (y compris les cadres intermédiaires) et la pression mise via les éluEs locaux ont été deux éléments déterminants. Nous étions coincés parce que faire grève et bloquer la production aurait conduit à ne pas satisfaire les clients, à perdre des marchés et aurait donné à la direction des arguments supplémentaires pour nous vendre. L'enjeu était de ne pas nous faire déposséder de notre usine et de médiatiser au maximum cette affaire pour obliger le ministre Montebourg à intervenir. Nous étions présents au passage du Tour de France cet été, nous avons multipliés les rencontres avec les éluEs locaux...

Certains d'entre eux sont montés au créneau et ont mené la bataille aux côtés des salariéEs contre la vente. Il faut dire que le maintien des emplois et des revenus venant de ces entreprises sont deux enjeux majeurs pour la région voironnaise. C'est tout ça, combiné à l'amateurisme de la préparation de la vente, qui a permis d'empêcher Thales de se séparer de sa branche radiologie.

Comment vois-tu l'avenir?

Les salariéE-s voudraient des garanties sur la pérennisation de l'activité. La peur, c'est que la prochaine fois, il n'y aura pas de fuites, la vente aura lieu très vite sans que nous ayons le temps de réagir. C'est pour cela que nous étions nombreux le 18 septembre au rassemblement départemental pour la sauvegarde de l'emploi industriel, alors que la direction avait déjà reculé. Avec la fermeture d'Ascométal, les annonces de chômage partiel à ST Microelectronics ou Soitec, l'ambiance n'est pas à la fête. Nous allons être très vigilantEs et surveiller les investissements parce qu'une boîte comme la nôtre qui n'investit pas, c'est une boîte qui va fermer. La CGT a commencé à prendre des contacts pour étudier l'avenir d'une filière radiologie avec l'idée de monter un équipementier français. Du côté des salariéEs, il y a une réelle volonté de développer la radiologie médicale, loin des considérations financières et des ambitions d'un groupe d'armement comme Thales.



Rassemblement départemental du 19 septembre. (DR)



« Compétitivité » vers un choc antisocial ?

Hollande a annoncé son « agenda 2014 », qui signifie pour l'essentiel l'accentuation de la baisse des dépenses de Santé et la « modernisation » du marché du Travail. Le train de mesures envisagé serait censé permettre le « choc » revendiqué par le patronat.

LA COMPÉTITIVITÉ À TOUT PRIX

Depuis l'élection de François Hollande, de nombreux éditorialistes posaient l'angoissante question de savoir s'il serait à la hauteur de Gerhard Schröder. On se souvient en effet que celui-ci mena une offensive sans merci contre les travailleurs d'Outre-Rhin. Le 9 septembre, lors de son intervention télévisée, Hollande a répondu : l'objectif est bien de marcher dans les pas de Schröder. D'où l'abandon explicite de toute velléité d'amélioration de la situation du monde du travail pour les deux ans qui viennent.

Le recours au terme de « choc de compétitivité » indique bien l'ampleur de ce qui se trame. Il faut savoir que depuis 30 ans on assiste à une érosion continue des parts de marché françaises à l'export (3,8% en 2010 contre 6% en 1980) que les capitalistes expliquent principalement par « le coût du travail »...

Des négociations à haut risque

C'est dans ce cadre que le 7 septembre, Michel Sapin, le ministre du Travail, a lancé avec les « partenaires sociaux » des négociations. Elles visent à trouver un accord pour « moderniser » le marché du travail. Le « document d'orientation » diffusé par Sapin pour cadrer ces discussions est révélateur. Ce document évoque ainsi la lutte contre la précarité pour préconiser une modulation des taux de cotisations sociales. Il s'agit d'une vieille revendication patronale visant à faire baisser les salaires réels via la baisse des cotisations sociales.

De même, les négociateurs sont invités à reprendre les débats relatifs aux accords compétitivité-emploi : on autoriserait des accords d'entreprise prévoyant des baisses de salaires en échange

d'engagements patronaux sur le maintien de l'emploi. En clair, on légaliserait le chantage patronal à l'emploi....

Tout ceci est d'ailleurs attendu avec impatience par le patronat. Ainsi Carlos Tavares, DG de Renault, annonce déjà son intention de conclure des accords de ce type, en précisant que « quand la création de richesse est faible, tout le monde doit accepter des compromis ». Tout le monde est prévenu ! Enfin, tout un pan de document préconise en fait l'assouplissement du droit des licenciements, préalable à la mise en œuvre de la « flexisécurité », de la précarisation généralisée.

Négociations ou chantage ?

Ce n'est pas tout. Le document d'orientation se conclut par un rappel de « la gravité de la situation », justifiant donc ainsi la nécessité de conclure au plus tard

fin 2012. Hollande et Sapin ont par ailleurs précisé que si aucun accord n'était trouvé, « l'État prendra ses responsabilités ».

La menace est à peine voilée. Les négociateurs syndicaux qui auraient la velléité de s'opposer aux contre-réformes en gestation sont prévenus qu'au final, les mesures prises par le gouvernement pourraient être encore plus dures. En clair, Sapin fournit aux directions syndicales un alibi pour entériner les revendications patronales.

Défendre les acquis ou collaborer avec le gouvernement ?

On ne peut donc minimiser les risques des négociations qui s'ouvrent. En fait, le gouvernement reprend la question là où l'avait laissée Sarkozy, dans un contexte d'aggravation de la crise capitaliste. Il s'agit de faire des travailleurs une variable d'ajustement, en démantelant des pans entiers du droit du Travail.

APRÈS LA PRODUCTION... ON A ROBOTISÉ LES LICENCIEMENTS...



Pourtant, Bernard Thibault (CGT), s'est immédiatement déclaré prêt à « discuter de la compétitivité », appréciant le document de Sapin comme « ménageant la chèvre et le chou » (donc discutable). FO est plus discrète, mais sa position est similaire.

Mais comme on l'a vu, rien de bon ne peut sortir des négociations Sapin. Participer à de telles négociations, c'est déjà accepter de se situer sur le terrain de reculs sociaux. C'est ce qui justifie de tout faire pour que ces négociations ne se tiennent pas, de militer contre la participation syndicale à ces discussions.

Au-delà, ce qui est en jeu, pour les luttes qui s'annoncent, c'est que les salariés, les syndiqués, les militants imposent au mouvement syndical de rompre avec la politique de concertation pour se situer en opposition à ce gouvernement antisocial.

Pascal Morsu



Par Dominique Lerouge

Tunisie : violences contre les femmes et répression

Dans la nuit du 3 au 4 septembre 2012, une femme a été violée par deux policiers avec la complicité d'un troisième qui a éloigné et racketté son compagnon.

Le ministère de l'Intérieur a déclaré que la victime a été surprise dans une « situation indécente », justifiant ainsi le crime commis. Un juge d'instruction a d'ailleurs convoqué cette femme pour atteinte à la pudeur. La victime d'un viol est ainsi désignée comme coupable ! Cette affaire résume à elle seule l'ampleur de la montée des forces contre-révolutionnaires en Tunisie. En plus des difficultés communes à l'ensemble de la population, les femmes doivent subir la montée de la misogynie orchestrée par le parti au pouvoir.

Plus que jamais, le combat des femmes tunisiennes pour les droits et l'égalité s'inscrit dans la lutte pour la liberté et la dignité qui font partie des objectifs de la révolution. Les violences dont elles sont l'objet participent de la répression pour faire taire le peuple.

Près de Menzel Bouzaïane, dans la région de Sidi Bouzid, le 27 septembre, un sit-in a été sauvagement agressé par la police.

Ces méthodes, dignes de celles de Ben Ali, ont été utilisées contre des manifestants demandant la satisfaction des revendications mêmes qui ont été à l'origine de la révolution de 2011 : avant tout l'emploi et le développement des régions déshéritées de l'intérieur.

De nombreuses personnes ont été blessées, et 31 arrêtées. Plusieurs ont subi des sévices corporels comme Abdesslem Hidouri, responsable syndical local et dirigeant politique de la LGO.

Face à la répression, la mobilisation s'organise dans toute la région. Samedi 29, une grève générale a ainsi paralysé Menzel Bouzaïane. Les personnes arrêtées ont par ailleurs entamé une grève de la faim, ainsi que 26 habitants.

À Menzel Bouzaïane, l'UGTT a appelé, lundi 1^{er} octobre, à une grève dans l'enseignement pour exiger la libération des manifestants interpellés, l'arrêt des violences policières ainsi que des solutions aux problèmes sociaux de la région.

L'heure est plus que jamais à la solidarité contre les agressions de toutes sortes envers les femmes et l'ensemble de la population, contre la répression pour la continuation de la révolution.

Contre l'austérité, pour le droit à la santé 10 raisons de manifester

1. Les renoncements aux soins

En 2012, 22% des Européens ont renoncé ou reporté des soins par manque d'argent, 27% en France essentiellement pour les soins dentaires, l'optique, les médicaments.

2. Les femmes premières victimes...

Les maternités, les centres IVG ferment. L'avortement n'est pas remboursé à 100%. Majoritaires dans les métiers médicaux-sociaux (aides à la personne...) elles souffrent des horaires flexibles, des temps partiels, des bas salaires. Dans le privé, elles sont souvent assignées aux soins des autres (enfants, personnes âgées...) en raison de la répartition sociale des rôles.

3. La santé des jeunes

Les étudiants bénéficiant d'une mutuelle sont 34% à avoir renoncé à des soins en 2011, dans 29% des cas pour raisons financières, chiffre est en dessous de la réalité : 20% n'ont pas les moyens de payer une

mutuelle. Et nous ne connaissons pas la situation de l'ensemble des jeunes dont un grand nombre est précaire !

4. la privatisation de l'hôpital public...

La loi Bachelot, appliquée par Marisol Touraine, a abolie la distinction entre hôpitaux publics et privés. L'exigence de productivité et de rentabilité favorise le transfert de missions du public vers les cliniques commerciales. Les restructurations, les fermetures de services, les suppressions d'effectifs n'épargnent aucun hôpital privé ou public.

5. ...et de la Sécu

Les forfaits, franchises, déremboursements sont maintenus. Le gouvernement prétend encadrer les dépassements d'honoraires sans braquer les médecins libéraux. L'envolée des sommes non remboursées contraint ceux qui le peuvent à cotiser à des complémentaires santé de plus en plus chères.

Les assurances privées bénéficient ainsi d'une part croissante « du marché de la santé ».

6. La fiscalisation de la Sécu

Moscovici affirme « que le financement de la protection sociale ne peut pas être assise essentiellement sur le travail ». Les patrons restent exonérés de 30 milliards de cotisations et le projet de loi de financement de la Sécu pour 2013 prévoit un prélèvement de 0,15% sur les retraités et des taxes. Et après ce sera l'augmentation de la CSG, se substituant aux cotisations ! Des vols de salaires, de la part socialisée.

7. Les profits des labos pharmaceutiques

Sanofi, troisième multinationale de cette industrie supprime 900 emplois, fait de gigantesques profits sur le dos des malades : 8 milliards de bénéfices en 2011, dont 3,5 milliards distribués aux actionnaires.

8. Un plan d'urgence pour la santé !

Le collectif « Notre santé en danger » se bat pour l'accès aux soins pour tous, la suppression des dépassements d'honoraires, des franchises, contre les restructurations hospitalières, les fermetures des CIVG...

9. Une mobilisation unitaire et européenne

Le réseau européen contre la privatisation de la santé, organise des manifestations unitaires entre le 1^{er} et le 6 octobre dans une dizaine de pays. Depuis le début de la crise c'est une première mobilisation coordonnée au niveau européen pour s'opposer à la destruction des services publics de santé.

10. Des échéances immédiates !

Le débat sur le vote de la loi de financement de la Sécu commence, la réforme du financement se prépare. Il faut riposter ! (lire p. 2)

Stéphane Bernard

JAPON Appel contre les logiques de guerre en Asie du Nord-Est

Le 28 septembre dernier, à l'initiative de militantEs pacifistes, intellectuels, journalistes et avocats, environ 1 500 personnes ont lancé au Japon un appel pour « *stopper le cercle vicieux des conflits territoriaux* ». Depuis quelques semaines en effet, la tension est vive en Asie du Nord-Est sur la question des îles Senkaku et Takeshima¹. Actuellement occupées par Tokyo, elles sont revendiquées par la Chine et la Corée qui dénoncent une spoliation coloniale vieille d'un siècle. Dans un contexte de crise sociale, un tel conflits territorial peut être utilisé par les mouvements nationalistes nippons les plus agressifs, anti-Chinois et anti-Coréens. Cet appel a donc pour objectif de porter un coup d'arrêt à la montée du chauvinisme nippon et de collaborer avec les mouvements citoyens de la région pour trouver une solution à la crise. Il est signé avant tout par des militantEs indépendantEs, tous les partis institutionnels du pays (y compris le Parti communiste) revendiquant la souveraineté japonaise sur ces îles. En revanche, de petites formations d'extrême gauche, comme nos camarades de

la Ligue communiste révolutionnaire (LCRJ), soutiennent l'appel. Pour les signataires de l'appel, le conflit n'est pas territorial, mais historique. Tokyo a occupé l'île de Senkaku en 1895, à l'issue de la guerre sino-japonaise. Il a revendiqué la possession de Takeshima en 1905, dans le contexte de la guerre russo-japonaise et alors que la colonisation de la Corée était engagée. Il a profité d'une situation de faiblesse de ses pays voisins. Aujourd'hui encore, ce sont les autorités japonaises qui on réveillé ces plaies en évoquant la nationalisation de Senkaku le jour anniversaire de l'invasion de la Chine par les armées nippones, en 1937 ! Pour qu'une solution pacifique puisse être négociée, soulignent les signataires, il faut que le Japon reconnaisse sans ambiguïté ses torts historique en Extrême-Orient, et admette qu'une question territoriale se pose effectivement. Les eaux autour de Senkaku sont fréquentées par des pêcheurs de Taïwan et d'Okinawa – ils ne souhaitent pas devenir les otages d'un conflit géopolitique. L'appel du 28 septembre propose une gestion commune par les pays de la région des richesses océaniques autour des îles contestées.

Ils demandent qu'un cadre de coopération soit constitué entre les mouvements citoyens du Japon, de Chine, de Corée, d'Okinawa et de Taïwan.

Quelles que soient les limites politiques de cet appel, il est très important que des voix s'élèvent au Japon contre l'instrumentalisation nationaliste de la « souveraineté » nipponne. Ce conflit territorial s'exacerbe avec pour arrière-plan la montée de tensions géopolitiques lourdes de menaces pour tous les peuples de la région. Une question sur laquelle notre hebdomadaire reviendra.

Pierre Rousset

1. Il s'agit des noms japonais, les plus utilisés internationalement. Ces îles en portent d'autres en chinois ou coréen.

* Le texte anglais de l'appel est disponible sur le site europe-solidaire.org (article n°26485).

GRÈCE

Succès de la grève générale

Depuis quelques mois, le gouvernement de la « troïka intérieure » (Nouvelle Démocratie, le parti de la droite, Pasok et Gauche démocratique, une scission du Synaspismos) tentait de trouver dans quelles poches taper pour trouver les 11,6 milliards d'euros, « caution » qui lui permettrait d'obtenir en octobre le versement attendu de 36,5 milliards versés dans le cadre du memorandum. Eh bien, pas de surprise, malgré les effets de manche du Pasok et des amis de Fotis Kouvelis : diminution des retraites (3,5 milliards doivent être économisés dès 2013), coupes dans les salaires, mise en disponibilité de 15 000 fonctionnaires, et cela au moment où les services publics sont dans un état chaque jour plus lamentable. La troïka peut être satisfaite : le Premier ministre fier à bras Samaras est un serviteur zélé du capital !

Pour dire non à cette nouvelle attaque contre le niveau de vie de la population, une grève générale a eu lieu le mercredi 26 septembre, appelée par GSEE (Confédération du secteur privé) et Adedy (secteur public). Après la grosse mobilisation début septembre à Thessalonique, beaucoup se demandaient si la lassitude de ces journées fermement cadenassées à 24 heures de grève allait être la plus forte, sur fond de découragement. C'est tout l'inverse qui s'est passé : la grève a été fort bien suivie dans le pays, avec des secteurs totalement arrêtés, et les manifs qui ont eu lieu dans de nombreuses villes étaient assez fortes. À Athènes, au moins 50 000 personnes ont défilé dans la manif unitaire, avec, comme toujours hélas, un cortège à part du courant syndical du KKE (PC) avec 12 à 15 000 manifestantEs. Par rapport à d'autres manifs, si celle-ci a vu défilé quelques très gros cortèges, surtout de la fonction publique (DEI : électricité, OLME : enseignants du second degré...), beaucoup de cortèges étaient bien plus battants que ces derniers mois. À noter : un point fixe sur la manif de syndicalistes du spectacle rappelant à quel point, en période de crise, il est hors de question d'accepter le sacrifice de l'action culturelle ! Et encore : un gros bloc libertaire ainsi que ceux d'Antarsya et des syndicats de base ainsi que de Syriza et de son courant syndical. Fait nouveau, les manifestants ont protégé les cortèges d'une manière plus efficace qu'avant, et les flics ont eu du mal à trouver des prétextes pour casser la manif ! Par contre, alors que les agressions des petites frappes nazies contre les immigrés sont quotidiennes, très peu de mots d'ordre de solidarité avec les immigrés ou pour envoyer en prison ceux qui demain s'en prendront aux travailleurs... Pourtant, en voyant la force massive de la colère ouvrière ce mercredi, on ne peut que se dire que le moyen radical d'écarter le danger fasciste, ce ne pourront être que des mobilisations prolongées et auto-organisées, non seulement refusant les nouvelles mesures de misère (sans oublier les exigences de la troïka de faire travailler six jours par semaine, avec horaires flexibles !), mais rompant dans le cadre de mobilisations ouvrières à l'échelon au moins européen avec la logique de repli nationaliste de tous les mémorandums du capital, passés ou à venir !

Andreas Sartzekis, Athènes, le 1^{er} octobre 2012

APRÈS LE 25 SEPTEMBRE Tout est possible dans l'État espagnol

Les mobilisations vécues ces derniers jours à Madrid, et dans une moindre mesure dans d'autres villes du pays, ont spectaculairement gonflé le moral du mouvement de résistance anti-austérité.

Le mouvement de résistance espagnol avait annoncé un « automne chaud » après la grande manifestation syndicale du 15 septembre. Cette dernière avait été assez loin d'atteindre l'objectif initial d'un million de personnes, et ses répercussions étaient restées faibles du fait de l'absence d'un plan de lutte conséquent des directions des syndicats Commissions ouvrières et UGT.

Avant l'été, dans des cercles proches du Mouvement 15-M (le « mouvement des IndignéEs » lancé à la suite des manifestations du 15 mai 2011) et des secteurs de « Démocratie réelle maintenant », avait surgi l'idée d'« occuper le Parlement » le 25 septembre, en organisant devant lui un rassemblement permanent jusqu'à la démission des députés et le lancement d'un processus constituant. Un tel objectif était évidemment trop ambitieux, voire irréel, mais l'idée d'encercler le Parlement avait été reprise par d'autres secteurs du 15-M et des mouvements sociaux radicaux, qui formèrent alors la « Coordination 25-S » et donnèrent à l'initiative un contenu plus raisonnable, sans cesser pour autant d'exiger la démission du gouvernement Rajoy et l'organisation d'un processus démocratique afin de rédiger une nouvelle Constitution.

Non sans polémiques entre différents secteurs de la gauche sociale et politique à propos du choix du lieu – le Parlement, un site symbolique de la finance ou encore la résidence de Rajoy –, on s'est acheminé vers le 25 septembre dans le cadre de grandes incertitudes quant à la participation. Mais les doutes ont vite été levés, quand près de 50 000 personnes ont bouché les accès à la chambre des députés. Les violentes charges policières, la répression qui ont fait la une de toute la presse internationale, ont montré que le gouvernement avait été réellement atteint par



la manifestation. Les images du Parlement encerclé par cette multitude, des députés s'échappant en douce vers minuit, des visages ensanglantés de dizaines de manifestants durement frappés par la police anti-émeute, sont symptomatiques de la situation d'ébullition sociale de l'État espagnol.

Il y avait des gens de tous les âges mais les participants étaient majoritairement des jeunes, de cette génération qui subit plus de 50% de chômage. La férocité de la répression a conduit la Coordination du 25-S à appeler à manifester de nouveau devant le Parlement, le lendemain puis le samedi 29, afin de continuer à exiger la démission du gouvernement. Si quelque 4 000 personnes ont été présentes le mercredi 26, c'est à nouveau une masse de 50 000 qui s'est concentrée le 29, alors même que cette fois le rassemblement

n'était pas autorisé et que le dispositif policier, après les matraquages et arrestations du 25, était très intimidant. Cela n'a pas empêché pas une nouvelle marée humaine d'affluer sur la place de Neptune, le lieu le plus proche du Parlement où elle a pu accéder.

Dès la fin août, il a été très clair pour Izquierda anticapitalista (IA) que cette initiative, qui offrait une possibilité de continuer à affaiblir le régime issu de la transition post-franquiste, devait être soutenue. Nous avons été des premières organisations politiques à la soutenir publiquement sur le terrain et nous sommes présents dans la Coordination 25-S, devenue maintenant l'un des acteurs sociaux les plus importants du pays, afin de continuer à encourager le combat social face à l'incroyable apathie des directions syndicales majoritaires

(Commissions ouvrières et UGT). La Coordination du 25-S a d'ores et déjà appelé à faire le siège du Parlement trois jours de suite, les 23, 24 et 25 octobre, lors de l'examen du budget général qui comporte des coupes très dures dans tous ses chapitres sociaux. Le but est d'empêcher les députés d'entrer pour voter un tel crime contre les services publics. La radicalisation croît dans l'État espagnol. Le très prévisible « plan de sauvetage » de l'économie, avec le mémorandum qui ira avec, fait que tout devient possible.

Raúl Camargo
(Militant d'Izquierda anticapitalista, Madrid)
Traduction: Jean-Philippe Divès

QUE FAIT AQMI DANS LE NORD SAHEL ?

TOUT SAUF
PRÊCHER DANS
LE DÉSERT...



MALI

L'intervention imposée

La France continue son offensive diplomatique pour obtenir le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU pour une intervention militaire au Nord Mali.

Après avoir conseillé à Boni Yayi, président de l'Union africaine, de saisir l'ONU, fait le forcing pour que le gouvernement malien accepte l'intervention des troupes de la Cédéao, Hollande vient d'organiser en marge de la session plénière de l'ONU une réunion sur la question du Sahel. Le Mali connaît une double crise avec, au nord, l'invasion par le MNLA mouvement indépendantiste Touarègue qui s'est fait supplanter militairement par les groupes islamistes Ansar Din et Mujao, et au sud le coup d'État des hommes de troupe du capitaine Sanogo qui a fait tomber Amadou Toumani Touré, lui reprochant sa corruption et sa complicité avec les milices armées du Nord. Face à cette situation, la France tente de rétablir une stabilité du pays, bénéfique pour elle et ses intérêts liés notamment aux mines d'uranium exploitées par Areva au Sahel. Ainsi la Cédéao, l'organisme de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, largement aux mains de la France, n'a pas ménagé ses efforts pour remettre au pouvoir les anciens du régime en lui donnant un vernis de crédibilité sous le vocable de gouvernement d'union nationale. Mais ces manœuvres ne convainquent pas grand monde tant à l'intérieur du Mali, où pour une bonne partie des populations, les gens qui ont conduit à la ruine du pays ne pourront pas le sauver de la menace des groupes islamistes, que de la communauté internationale qui voit bien que l'État reste défaillant.

Beaucoup doutent de la capacité de la Cédéao de mettre sur pied une intervention militaire avec un commandement unique. Peu de pays ont la capacité de fournir des troupes bien entraînées : la Côte d'Ivoire est confrontée à une insécurité croissante sur ses frontières ghanéenne et libérienne et bénéficie déjà d'une aide militaire de la France et de l'ONU. Le Sénégal, lui, a des difficultés en Casamance et beaucoup ont critiqué l'état dans lequel se trouvent l'armée. Le Nigeria, pourtant prompt à intervenir partout, reste plutôt réservé et s'oriente vers la fourniture d'une couverture aérienne. D'où les pressions de la diplomatie française pour que Mauritanie et Tchad fournissent des troupes plus habituées aux combats dans le désert. Mais ces deux pays ne font pas partie de la Cédéao. Une telle demande de la France implique un soutien au président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz qui a légitimé son coup d'État par une farce électorale et la dictature tchadienne. En effet, difficile de voir un simple hasard qu'Idris Deby soit reçu en grandes pompes à l'Élysée le 8 octobre, lui qui est responsable de la mort du principal opposant Ibrahima Ould Gassama. Quant aux Forces armées tchadiennes (FAT), elles ont été régulièrement dénoncées pour enrôlement d'enfants soldats.

Et après l'intervention ?

Comment sécuriser une région deux fois plus grande que la France avec un État malien complètement défaillant. Cela impliquerait une présence militaire étrangère coûteuse

et impopulaire. D'autant que la situation politique dans la région n'est pas réglée avec les revendications indépendantistes avancées par le MNLA. De plus les récents conflits ont exacerbé les anciennes oppositions entre les différentes communautés qui peuvent rapidement dégénérer en conflit armé à la vue du nombre important d'armes en circulation.

Si la question de la lutte contre les groupes islamistes qui terrorisent la population est centrale, elle doit être l'objet d'un consensus et d'un accord politique général dans le pays. Un accord qui ouvre de nouvelles bases pour construire un État au service de toutes les communautés qui prennent en compte les demandes sociales de l'ensemble de la population quelle que soit la région, et qui mènent sous son contrôle la libération du nord du pays.

C'est précisément cette perspective dont Paris ne veut pas entendre parler. C'est ce qui explique que les armes, pourtant commandées régulièrement et payées par le Mali, ont été bloquées dans les ports de Guinée et du Sénégal jusqu'à ce que le gouvernement malien ait accepté d'approuver l'intervention militaire de la Cédéao. Le refus de l'intervention militaire n'est pas un abandon des populations du nord, mais un refus de rétablir un ordre social politique injuste qui a conduit le pays dans une crise sans précédent.

Paul Martial, le 29 septembre

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU Propagande libérale et impérialiste

Les pays impérialistes ont défendu leurs intérêts lors de la dernière AG de l'ONU.

Possibilité d'interventions militaires au Mali voire en Syrie, menaces d'Israël contre l'Iran, mépris des Palestiniens, révolte dans le monde arabe contre les USA, l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est tenue à New York la semaine dernière a été le lieu de résonance des tensions internationales provoquées par l'offensive libérale et impérialiste des USA et de leurs alliés pour préserver leur domination. Obama avait voulu au début de sa présidence, dans son discours du Caire en 2009, reprendre l'initiative pour préserver les régimes en place et l'influence des USA sur le monde arabe. Il se trouve confronté, aujourd'hui, à une violente vague de contestation. « J'ai déjà dit clairement que le gouvernement des États-Unis n'a rien à voir avec cette vidéo ; son message doit être rejeté, il insulte non seulement l'islam, mais aussi l'Amérique. » a-t-il déclaré espérant calmer les esprits. Mais les manifestations de ces dernières semaines ont des causes bien plus profondes que cette vidéo provocatrice. Obama le sait bien et il appelle les États à faire front. « Les attaques contre nous ne sont pas seulement des attaques contre l'Amérique, a-t-il insisté, ce sont des attaques contre les idéaux sur lesquels ont été fondées les Nations unies. » Derrière les idéaux, le mépris des peuples qu'exprime sans ambages Hilary Clinton, la chef de la diplomatie américaine : les États-Unis ne « tourneront pas le dos » aux peuples et aux dirigeants de ces nations qui « n'ont pas troqué la tyrannie d'un dictateur pour la tyrannie des foules ». La tyrannie des foules mélange pêle-mêle les intégristes religieux et les mobilisations populaires pour conquérir la démocratie. La préoccupation des USA et de leurs alliés est de parvenir à mettre en place des régimes à leur solde comme en Syrie où l'aide humanitaire supplémentaire de 30 millions de dollars décidé par « Amis du peuple syrien » présidé par Hilary Clinton n'a d'autre objectif. « Trop souvent par division, par blocage de nos propres institutions, par inertie, l'ONU est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples », a regretté François Hollande, pour sa première apparition à l'ONU, évoquant une possible intervention militaire et annonçant sa décision de « reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, dès lors qu'il sera formé ». La paix dont l'ONU se voudrait l'instrument est celle de la domination des grandes puissances à laquelle elle tente de donner une légitimité quand cela est possible au mépris des peuples. Mahmoud Abbas qui avait demandé il y a un an, lors de l'Assemblée de 2011, l'adhésion de l'État palestinien, repoussée par le veto des USA, s'est contenté de demander un statut d'observateur qu'il n'a même pas pu soumettre au vote sous la pression de Washington à la veille de la présidentielle américaine...

Yvan Lemaitre

DÉCLARATION DE LA LGO **Non à l'incrimination des protestations** **Pour la poursuite du processus révolutionnaire**

Lors d'une campagne répressive et non moins criminelle qui rappelle l'ère de la dictature de Ben Ali, les forces de sécurité ont semé l'épouvante au sein des populations de la région d'El-Omrane. Effectuant des descentes dans les domiciles et y interpellant résidents et militants, elles ont surtout visé la jeunesse de la révolution, des militants politiques et des syndicalistes. Lors de ce raid où il a été fait usage de balles en caoutchouc, les forces de sécurité ont blessé de nombreuses personnes et arrêté plusieurs autres parmi lesquelles notre camarade, Abdesslem Hidouri, membre du bureau politique de la Ligue de la gauche ouvrière.

Les vagues de protestations sociales en cours dont les formes, le contenu et l'étendue géographique et sectorielle connaissent une poussée sans égal constituent une réponse aux échecs de

ce gouvernement de contournement. Un gouvernement qui ne cesse de confirmer son incapacité totale à résoudre les questions de l'emploi, du développement et de la paupérisation des masses populaires. Son recours systématique et généralisé à des politiques sécuritaires répressives est un aveu d'échec absolu et témoigne de la perte de toute légitimité.

La Ligue de la gauche révolutionnaire, partant de son engagement concret et politique dans toutes les luttes sociales liées au processus révolutionnaire, ses exigences et ses enjeux, affirme son soutien absolu aux habitants et à tous les militantEs, à la jeunesse et aux populations paupérisées de cette région, se solidarise avec toutes les protestations et touTEs ceux/celles qui résistent à la tyrannie politique et sécuritaire et luttent contre les politiques économiques et sociales impopulaires et antipatriotiques.

Nous nous positionnons aux côtés de tous les détenus, qui ont été la cible de la machine de répression libérale réactionnaire comme nous refusons toute forme de traitement sécuritaire répressif.

Par ailleurs, nous rejetons l'incrimination des protestations sociales légitimes afférentes aux exigences du processus révolutionnaire et au droit des masses populaires à un partage équitable des richesses, à la liberté et à la dignité.

Nous exigeons la libération de toutes les personnes arrêtées, habitants, militants politiques, syndicalistes et chômeurs et nous soutenons indéfectiblement leur lutte pour la réalisation de leurs revendications légitimes.

Déclaration de la Ligue de la gauche ouvrière (27 septembre 2012)

Des chiffres accusateurs...

L'emploi identifié par les sondages comme la première préoccupation des Français, est bien un des enjeux essentiels de cette rentrée sociale. Avec un taux de chômage officiel à plus de 10% (et près de 25% pour les jeunes), la situation est de plus en plus dramatique. Car derrière la perte du travail, c'est l'installation dans la misère pour un temps de plus en plus long de salariéEs, de familles, de quartiers, de régions. Au-delà de cette frontière infernale, c'est aussi la précarisation qui se développe avec un marché du travail à double réalité, où les contrats atypiques, contrats à durée déterminée (CDD), contrats aidés, intérim représentent quelque 7% de la population totale et touche la majorité des jeunes en premier emploi. Cette précarisation touche de plus en plus largement la fonction publique des administrations centrales aux emplois territoriaux. Le contrat à durée indéterminée (CDI) est toujours la norme, mais la part de l'emploi précaire augmente, 7,1% au 31 mars contre 6,8% deux ans auparavant, dans les entreprises de dix salariéEs et plus, selon le ministère du travail. Les 2000 CDI promis à Pôle Emploi apparaissent presque comme un symbole de la volonté du gouvernement de promouvoir l'emploi durable pour... l'opérateur public chargé des demandeurs d'emploi.

La majorité des licenciements sont des licenciements individuels

Si la Une des médias, après les faits divers et les « exploits » des sportifs, est centrée sur Arcelor ou PSA, les suppressions de postes et les licenciements ne se limitent pas à ces grandes entreprises et à ce mode de liquidation d'emplois. Les emplois en CDD, ceux des intérimaires, des prestataires de services disparaissent sans faire de vagues. Les plans de départs « volontaires », les licenciements individuels, les ruptures conventionnelles alimentent bien plus sûrement Pôle Emploi, dans l'indifférence générale.

L'enjeu de notre revendication d'interdiction des licenciements est à la hauteur de l'enjeu social qui réduit à la misère des millions de personnes. Les stratégies patronales et gouvernementales sont connues : empêtrer les organisations syndicales et les salariéEs dans le dialogue social pour faire accepter leur politique de régression sociale. Les pistes sont multiples : expertises, réunions tripartites, recherches de repreneurs, autant de manœuvres d'enfumage dont le seul objectif est de s'opposer à la mobilisation des salariéEs. Mais l'objectif essentiel est de modifier en profondeur le code du travail pour réduire les droits attachés au CDI, développer les contrats précaires et le chômage partiel. Pour tester ces attaques, des pseudos négociations sont encouragées sous forme de chantage à l'emploi pour faire accepter par les salariéEs et les organisations syndicales les reculs sociaux. Les accords emplois-compétitivité fournissent le cadre de travail des futures négociations initiées par la conférence sur le dialogue social de juillet dernier : réduction des jours de RTT, blocage des salaires, flexibilité sans limites, suppression du paiement des pauses, prêts à d'autres entreprises, déqualification. General Motors, SevelNord ont déjà servi de tests et les intentions des patrons des deux entreprises françaises d'automobile sont limpides.

Coût du travail ou coût du capital ?

Pour Philippe Varin de PSA : « Dans ce contexte, il est évident qu'il y a un certain nombre d'usines à fermer. Nous avons fait connaître nos projets, mais d'autres constructeurs devront mener des opérations similaires. Certains de nos concurrents en Europe perdent encore plus d'argent que nous sur chaque voiture vendue. La situation actuelle n'est pas tenable ». Pour Carlos Ghosn de Renault : « Aujourd'hui, le principal sujet de Renault, notre urgence même, c'est notre compétitivité en France. Ce que le gouvernement a déclaré ces dernières semaines dans ce domaine me semble aller dans le bon sens. Mais nous attendons maintenant des choix et un plan d'action. Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail, notamment dans l'industrie. »

Les différents projets de loi ne posent pas non plus les bonnes questions et donc n'offrent pas les bonnes réponses. L'interdiction des licenciements boursiers ? La plupart des licenciements ne relèvent pas de cette catégorie bien difficile à encadrer et les tripotouillages financiers et juridiques en viendront à bout comme est actuellement vidée de sens la notion de motif économique. L'obligation de céder l'entreprise à un repreneur ? L'expérience montre que cela a souvent servi de sous-traitance de la liquidation. L'enjeu est de s'attaquer clairement au pouvoir patronal. C'est une des questions que posent ceux de Fralib ou d'Arcelor : reprendre l'activité sous contrôle des salariéEs, de la population. Ceci implique l'expropriation de ces patrons qui ne gèrent que pour la sauvegarde des profits et la mise en œuvre du contrôle des travailleurEs sur la production.

Ceci nécessite la construction d'une mobilisation qui regroupe d'abord toutes celles et ceux qui se battent le dos au mur contre les licenciements et les fermetures de sites. Mais aussi de tous ceux qui refusent l'austérité, la rigueur budgétaire que les gouvernements veulent imposer pour nous faire payer leur crise.

Robert Pelletier

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB. Rassemblement le 28 juin 2012 des salariéEs de PSA devant le siège, avenue de la Grande Armée à Paris, contre la menace des licenciements et la fermeture



Licenciements, fermetures de sites

NON NÉGO

L'État : plus grand licenciement du pays !

Depuis une dizaine d'années, les gouvernements successifs ont appliqué une politique brutale de suppressions d'emplois dans la fonction publique. La révision générale des politiques publiques (RGPP), mise en œuvre par le gouvernement Sarkozy dès 2007 – la réforme de l'administration territoriale de l'État, la loi Hôpital santé Territoire, la réforme des collectivités territoriales, les fusions imposées, le changement de statut de la poste, la loi liberté et responsabilité des universités, etc. – a accentué le massacre des emplois dans toute la fonction publique mais aussi la mise à mal du service public. La RGPP, qui fixait comme règle le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, depuis 2007, a détruit environ 150 000 emplois (dont 80 000 dans l'Éducation nationale) dans la fonction publique d'État, faisant ainsi de l'État le plus grand licenciement du pays.

Si le nouveau locataire de l'Élysée avait été de gauche, cette politique de destruction massive d'emplois aurait été arrêtée et même inversée en créant des milliers d'emplois dans le cadre d'un service public qui réponde aux besoins sociaux de tous et de toutes, et aux besoins écologiques, par exemple dans des services publics de l'énergie ou des transports collectifs.

Mais ce n'est pas exactement ce qui est programmé. Malgré le rapport sur la RGPP remis à Jean-Marc Ayrault la semaine dernière critiquant cette réforme du quinquennat Sarkozy, le gouvernement sous prétexte de la crise, de la réduction des déficits va continuer la saignée ou pour être politiquement correct va continuer à « rénover l'action publique ». Maryse Lebranchu, ministre de la Fonction publique reconnaît elle-même que « personne n'a jamais

150 000

c'est le nombre d'emplois détruits dans la fonction publique d'État depuis 2007

contesté la nécessité de réviser les missions de l'État », mais le gouvernement précédent « a inutilement gâché cette réforme par la brutalité de la méthode employée ». Autrement dit, le gouvernement Ayrault va continuer la même politique mais avec une autre méthode !

La nouvelle méthode consiste donc, dans un premier temps, à une opération d'enfumage en annonçant des créations d'emplois dans des ministères dits prioritaires (Éducation, Justice, Police). Dans un deuxième temps, en annonçant que ces créations se feraient à effectifs constants. Bref on déshabille Pierre pour habiller Paul. Le projet de loi de finances 2013 prévoit 12 298 suppressions d'emplois dans les ministères « non prioritaires », les plus touchés étant le ministère de la Défense avec moins 7 234 emplois sur environ 308 000 et le ministère de l'Économie et des Finances avec 2 353 postes supprimés. Puis le pôle écologie et logement avec 1 300 suppressions de postes. Un dernier millier de postes à supprimer étant partagés par tous les autres ministères.

Du côté des annonces de création de postes dans l'Éducation nationale, elles ne permettent même pas de revenir sur les coupes drastiques opérées par les gouvernements précédents.

Pour l'hôpital public, c'est la poursuite d'une politique qui entraîne chaque jour des suppressions de postes, de lits et régulièrement des fermetures de lieux de soins.

Et encore ces réductions ne disent pas tout des attaques contre les services publics causées par la stabilisation des dépenses de l'État en valeur hors charges de la dette et des pensions de même que la baisse de 7% des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'interventions pilotables. Alors qu'un objectif de 15 milliards d'euros d'économies sur 2009-2013 avait été affiché dès 2008, dont 12,3 milliards à fin 2012, ce chiffre devrait être presque atteint (11,9 milliards), selon la direction du Budget.

Le comble de cette politique, c'est l'accroissement rendu inévitable des effectifs à Pôle Emploi pour faire face à l'augmentation du nombre des chômeurs !

Sandra Demarcq



PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

du site d'Aulnay. Des délégations de Renault, d'Opel, de Général Motor, d'Espagne, d'Allemagne sont venues. Philippe Poutou, Xavier Mathieu et Arlette Laguiller sont présents.



sites, suppressions de postes : SOCIALISABLES !

L'autonomie pour la jeunesse, pas la précarité !

Première mesure en faveur de la jeunesse, le gouvernement Ayrault va créer les « emplois d'avenir ». La loi est passée à l'Assemblée et au Sénat et les premiers emplois seront ouverts à partir du début novembre.

Le gouvernement compte aller vite pour tenter d'enrayer le chômage des jeunes, cette mesure se destinant en particulier aux jeunes peu ou pas qualifiés vivant dans des zones urbaines ou rurales défavorisées.

Les emplois d'avenir ce sont des emplois subventionnés en grande partie par l'État (jusqu'à 75% du salaire pris en charge par l'État pour le secteur non marchand) d'un maximum trois ans. Ils peuvent être signés en CDD ou en CDI. On se doute bien que dans le contexte actuel de l'emploi ce sera essentiellement des CDD. Cela signifie pour les jeunes qu'à la fin du contrat, ce sera le retour à la case départ. En effet, aussi bien pour les entreprises que pour des employeurs du secteur non marchand (qui peuvent être des entreprises avec une délégation de service public des associations ou des collectivités territoriales) le manque de moyens et la situation économique incitent à utiliser tous les mécanismes de contrats atypiques, comprenant une aide de l'État ou encore une exonération de cotisations. Le but est de chercher à réduire le coût du travail. En voilà encore une bonne occasion avec ce cadeau de Hollande aux employeurs. C'est aussi une occasion de remplacer par des contrats précaires de vrais postes qui ont été supprimés et qui devraient être des postes de fonctionnaires. Par exemple, dans les emplois que le jeune pourra exercer, on peut trouver dans le dossier de presse du gouvernement des postes quant au tri des déchets, aux services à la personne. Autant de secteurs où il faudrait créer de véritables postes.

L'explosion du chômage ! 5 millions

5 millions

c'est le nombre de personnes aujourd'hui sans emploi ou sans emploi stables

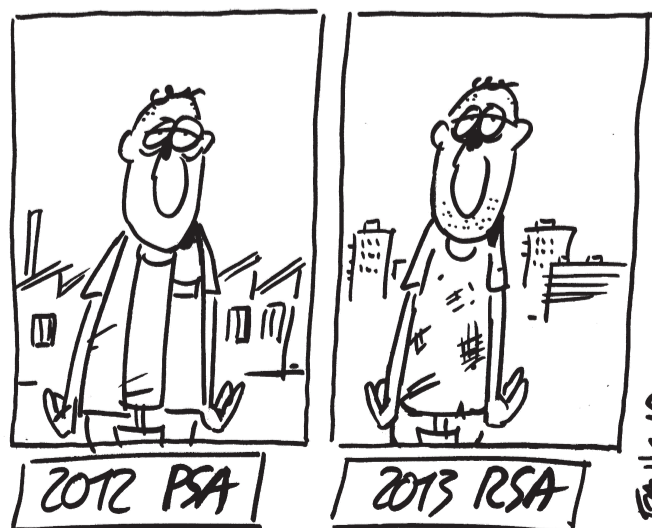
Pour le seizième mois consécutif, le chômage poursuit inexorablement sa hausse. La barre fatidique des 3 millions de chômeurs « officiels » en métropole est donc atteinte. Mais derrière ce chiffre symbolique se cache une réalité bien plus grave. Car si l'on prend en compte toutes les catégories de chômeurs, c'est en réalité 5,5 millions de personnes qui aujourd'hui sont sans emploi ou sans emploi stable, sans compter les radiés et les bénéficiaires du RSA... Les plus touchés sont toujours les mêmes : les femmes (11,5%), les jeunes (15% pour les moins de 25 ans) et les « seniors » (plus de 20% de plus de 50 ans). Encore pire, un chômeur sur trois est considéré comme chômeur de longue durée, c'est-à-dire inscrit depuis plus d'un an. La crise et les politiques d'austérité plongent une part toujours plus importante de la population dans la misère et fait exploser les inégalités. L'approfondissement de la crise c'est donc, avant tout, la perte de travail, du salaire, c'est-à-dire du seul moyen de vivre pour des millions de salariés. Toutes les branches professionnelles sont frappées et la liste s'allonge chaque jour. Et encore ne sont connus que les fermetures et plans de licenciement qui

donnent lieu à des ripostes des salariés. Chômage, précarité de l'emploi et pauvreté sont évidemment liés. Il y a une majorité de chômeurs pauvres mais aussi de plus en plus de salariés dans cette situation. Depuis dix ans, les bas salaires, les contrats précaires, les mauvaises conditions d'emploi ont augmenté. Près de 2 millions de travailleurs se retrouvent sous le seuil de 60% du revenu médian en 2009. Face à ce chômage de masse, la seule réponse du gouvernement Ayrault-Hollande est de nous parler de la baisse « du coût du travail », de la flexi-sécurité... Thèmes si chères à la droite et au patronat. C'est une catastrophe qui s'annonce, et ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes. Conjurant cette crise nécessite de s'attaquer au pouvoir patronal et de défendre les intérêts de la majorité de la population. Il y a urgence : à grande crise, grands moyens ! Il faut d'abord défendre l'emploi, partager le travail pour travailler tous et toutes, interdire les licenciements. Il faut arrêter les plans de suppressions d'emplois dans le secteur public et, créer des centaines de milliers d'emplois publics. Le nouveau gouvernement nous dit, nous répète, depuis le 6 mai dernier, qu'il faut se serrer la ceinture, que

chacun et chacune doivent faire des efforts sous prétexte de la dette et de la réduction des déficits. Nous les accusons de poursuivre la politique responsable de la crise. Il faut leur enlever le contrôle de l'économie et imposer la nationalisation du système bancaire et de crédit sous le contrôle des travailleurs, des usagers et de la population. Cette crise montre, une fois encore, le coût économique et social de la domination capitaliste. Il faut en finir avec ce système !

Sandra Demarcq

QUEL AVENIR POUR L'EMPLOI ?



Les contrats de génération

Dans la même veine, le gouvernement prépare aussi la mise en place des « contrats de génération ». Le principe est simple ; en échange de garder un « senior » et d'embaucher un « jeune », l'entreprise obtient des exonérations de cotisations sociales. Là aussi, c'est encore des cadeaux aux entreprises réalisés sur la part indirecte de notre salaire : les cotisations permettant de financer la Sécurité sociale, la retraite etc...

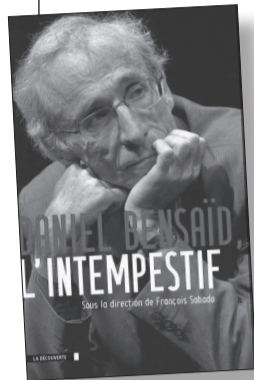
Pas d'opposition au gouvernement contre les emplois d'avenir

Les élus de la gauche démocrate et républicaine qui comprend le PCF et le PG ont voté également pour le texte de loi créant les emplois d'avenir. Alors qu'il n'y a aucune garantie sur la pérennité de ces contrats, que c'est un dispositif spécifique de plus, le Front de Gauche choisit d'accompagner la mise en place des réformes du gouvernement. Il faut pourtant construire dès maintenant une opposition de gauche contre toutes ces mesures qui dégradent notre avenir !

Il n'y a pas un problème de « chômage des jeunes », le problème c'est le chômage tout simplement !

La classe dirigeante justifie les mesures spécifiques envers les jeunes en raison de difficultés particulières que rencontre la jeunesse. Les jeunes ont « moins d'expérience », il faut qu'ils fassent des stages, etc. Ce discours qu'on nous rabache sans cesse n'est qu'un prétexte pour nous payer moins et nous exploiter davantage. De plus, en mettant en place des mesures spécifiques pour les jeunes, le gouvernement met en concurrence l'ensemble des salariés entre eux. Ce dont nous avons besoin, c'est de se battre pour défendre aux côtés des salariés les emplois d'aujourd'hui qui seront nos emplois de demain. C'est pour cela que nous appelons les jeunes à se mobiliser le 9 octobre pour demander la fin de tous les contrats précaires, le seul contrat devant être le CDI pour tous. De même, pour en finir avec la galère pendant nos études ou notre formation, il faut la mise en place d'une allocation d'autonomie à hauteur du Smic.

L'essai DANIEL BENSAÏD, L'INTEMPESTIF



François Sabado

La Découverte
17 euros

Ce livre, réalisé sous la direction de François Sabado, est tout à fait stimulant. D'abord parce qu'il est l'occasion de

revenir sur le parcours militant et théorique de l'intellectuel militant Daniel Bensaïd, figure de proue de l'extrême gauche révolutionnaire de 1968 jusqu'à sa mort en 2010. Ensuite parce qu'il ouvre quelques pistes de réflexion à partir de la pensée de celui qui a tenté de « reprendre le fil de l'aspiration libératrice et créatrice du marxisme brisé par la catastrophe stalinienne ». Aux treize contributions de camarades, amis et interlocuteurs, s'ajoute une très intéressante interview de Daniel réalisée à l'occasion de la parution de son autobiographie, *Une lente impatience*.

« Prolonger c'est prendre un risque. Quel risque ? Celui de trahir, évidemment. Mais ne pas prendre ce risque, se contenter de répéter, à l'annoncer, c'est trahir à coup sûr et honteusement ». Le piège est évité par les auteurs, convaincus, comme Daniel, de la place centrale des idées, du débat, de la confrontation, de l'échange pour réfléchir, comprendre, avancer.

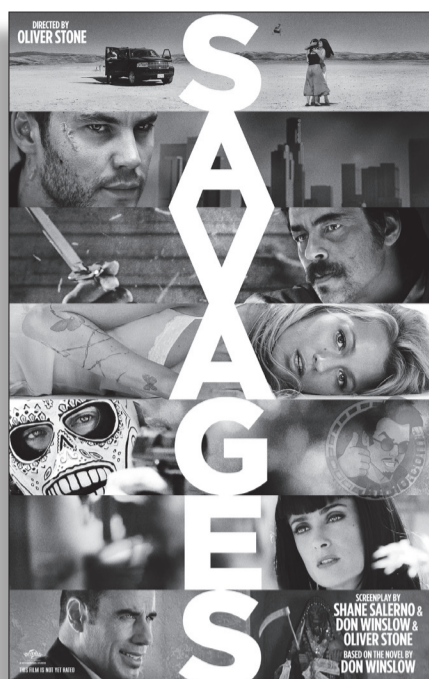
Sont ainsi traités son implication militante, tant en France qu'au niveau international, ses évolutions partant de ce qu'il appelait un « léninisme pressé » jusqu'à sa totale implication dans la création du NPA autour de la perspective « nouvelle époque, nouveau programme, nouveau parti ».

Deux contributions montrent la richesse et la fécondité du marxisme de Bensaïd sur les rapports entre genre et capital, genre et classe, qui prend en compte la diversité des dominations tout en les articulant à l'exploitation de classe et à une perspective anticapitaliste.

Enfin l'ouvrage aborde pleinement l'élaboration féconde à partir des années 1988-1990. Les références sont multiples, des relectures approfondies de Marx, Lénine et Trotski, à une approche nouvelle de Blanqui, Péguy, Walter Benjamin, Hanna Arendt... Il élabore un travail fécond sur les classes sociales, dessine une conception de la révolution en rupture radicale avec le scientisme, le positivisme et le déterminisme. Enfin il met au centre de son travail sur la question du temps, sur les discordances du temps, sur le refus de notion de « progrès » dépolitisant, les aspirations à l'émancipation, et (re)donne toute sa place à la politique comme art stratégique.

Patrick Le Moal

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA

SAVAGES

Oliver Stone

Thriller d'action : lutte entre de petits entrepreneurs en marijuana et de gros cartels. On parle un peu de la corruption des officiels, avec un très savoureux flic pourri incarné par Travolta, mais jamais de la politique du gouvernement US, qui a pactisé avec les trafiquants pour contrer le péril communiste... Déception donc, si on attendait d'Oliver Stone quelque chose de plus engagé. Une curiosité toutefois : le trio des sympathiques petites crapules rappelle Jules et Jim, et suggère un regard nouveau sur le classique de Truffaut : en fait, qu'est-ce qu'il y avait entre Jules et Jim ?

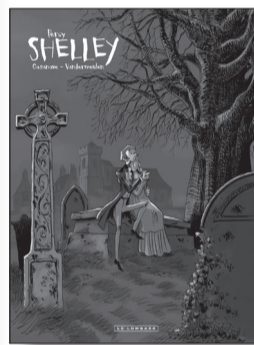
Paul Louis Thirard

BD

SHELLEY, TOME 1 : PERCY

Vandermeulen, Casanave
Le Lombard, 2012, 14,99 euros
Le couple Shelley, c'est l'un des couples romanesques par excellence, un monument des lettres anglaises. Dans ce premier tome, c'est la jeunesse de Percy que nous découvrons. Issu d'un milieu très aisé, cet adolescent déluré adore la provocation. L'album s'ouvre d'ailleurs sur l'un de ses premiers faits d'armes, ou de plume pour être plus précis : l'envoi à tous les évêques du royaume d'Angleterre d'un traité exposant la nécessité de l'athéisme ! Ce qui lui vaut l'honneur d'être exclu de l'université d'Oxford. Le scénario de Vandermeulen, bien construit, est parfaitement servi par le dessin dynamique de Casanave qui, en adoptant une ligne claire un brin naïve, réduit la distance qui pourrait nous séparer de cet homme de lettres. Les deux auteurs nous campent un jeune Shelley virevoltant, iconoclaste, faisant fi de nombreuses convenances et parfois peu au fait des réalités matérielles. Un premier volume prometteur, vivement Mary !

Henri Clément



DVD

LA CLASSE OUVRIÈRE VA AU PARADIS

Elio Petri
Après de longues années d'absence sur tous supports, la palme d'or 1972 sort enfin en DVD. Le fabuleux film d'Elio Petri, *La classe ouvrière va au paradis*, est un des portraits de la société italienne qu'il avait décidé de filmer tout au long de sa carrière. Lui-même issu d'une famille ouvrière, c'est en militant politique et avec un regard acerbe qu'il filme la vie d'une usine italienne. Au départ ouvrier individualiste, Lulu Massa, à la suite d'un accident de travail, découvre la solidarité de ses collègues et s'engage auprès d'un groupe gauchiste dans un combat contre la direction de l'usine et le syndicat. Critiquant le gauchisme comme le syndicalisme mollasson, cet ancien militant communiste dresse un magnifique et néanmoins ironique tableau condensé de lutte ouvrière durant les années de plomb. Jubilatoire et à ne pas manquer, le cinéma s'intéresse trop rarement aux prolos.

Elio Blondin



MUSIQUE

OUT OF MANY : 50 YEARS OF REGGAE MUSIC

VP
La Jamaïque fête le cinquantième anniversaire de son indépendance. Si ses athlètes, Usain Bolt en tête, l'ont dignement commémoré au cœur même de leur ancienne métropole et devant l'importante communauté expatriée qui vit à Londres, l'un des fleurons culturels qui a fait connaître ce joyau des Caraïbes à travers le monde reste sans conteste sa musique. Dans l'immense production de cette île devenue continent, ce triple coffret offre une entrée singulière : un titre par année, du ska de Lord Creator au dancehall d'Elephant Man, sans oublier évidemment le reggae roots de Culture. Si on peut gloser à l'infini sur le choix de la sélection, ce sera l'occasion pour beaucoup de découvrir qu'il y eut une vie avant et après Bob Marley pour les artistes de Kingston.

King Martov



Halle Saint-Pierre, 2 rue Ronsard, Paris 18^e, jusqu'au 6 janvier 2013.

EXPO Vieux asiles et nouveaux mondes

Avec Banditi dell'Arte, très belle réunion d'œuvres venues en majorité d'institutions psychiatriques d'Italie, la Halle Saint-Pierre sort de l'oubli les débats décisifs dont la psychiatrie a été l'objet dans ce pays, montrant l'exemple ailleurs.

Peut-on oublier les ravages de Cesare Lombroso (1835-1909), l'inventeur du « criminel-né », cherchant par tous les moyens de l'anthropologie physique de l'époque à « dépister et traiter » les assassins ou violeurs « potentiels » ainsi que les malades mentaux ? Ce vocabulaire a encore cours, cette conception de la psychiatrie aussi, notamment aux États-Unis. Si Lombroso eut en son temps des opposants courageux, il fallut attendre Franco Basaglia (1924-1980) pour que s'impose une psychiatrie non seulement « alternative » mais « désaliénante », et dont l'effet le plus marquant fut en 1978 le vote d'une loi mettant fin à l'enfermement asilaire en Italie. Des pratiques de ces deux tendances qui continuent à s'affronter avec des moyens inégaux, les lobbies de la pharmacie et de la sécurité d'un côté, les simples militants de l'autre, l'exposition offre un assez bon résumé, juxtaposant les œuvres d'« aliénés », réalisées dans les asiles de jadis, sous surveillance policière et religieuse, et celles créées à l'air libre par des marginaux ou des malades rétablis dans leurs droits et leur dignité par la loi Basaglia. Cette réunion d'environ deux cents œuvres d'une cinquantaine de créateurs connus (à côté de nombreux anonymes) rappelle une évidence dont on ne saurait minimiser l'importance : en dépit des condamnations diverses, judiciaires, médicales, sociales, ou même de l'enfermement les frappant de façon souvent définitive, ces « bannis » de l'art et de la société gardèrent à cœur d'inventer, jusqu'à en faire leur seule raison de vivre dans les conditions misérables qui leur étaient imposées. Ainsi de cette incroyable architecture d'os

de bovins judicieusement choisis pour l'affiche de l'exposition, ce « Nouveau Monde » qu'un carabinier, interné après avoir appris que sa fiancée attendait un enfant (quel scandale en 1896 !), passa six ans à sculpter, à polir et à assembler. La sélection de la Halle Saint-Pierre offre maints autres exemples de « constructions babéliques » (selon l'utile catalogue), ou, pour user de termes différents, d'efforts individuels tendant au « réenchantement du monde ». Le choix opéré par Gustavo Giacosa (critique d'origine argentine) et Martine Lusardy (directrice de la Halle Saint-Pierre) est excellent, mais se distingue d'abord de toutes les expositions provisoires ou permanentes analogues – telles les remarquables collections d'« art brut » du Musée d'Art moderne de Lille Métropole – à s'être porté sur l'Italie, théâtre de contradictions plus tranchées qu'ailleurs. Luxe d'invention dans le conservatoire même de l'académisme artistique européen, blasphèmes à proximité du siège suprême de l'ordre moral et social catholique, mise en évidence de la confusion entre « raison » psychiatrique et raison d'État comme y insistait Basaglia, mise en cause, il l'écrivait aussi, du « modèle social » capitaliste condamnant l'immense majorité de l'humanité



Le Nouveau Monde, FRANCESCO TORRIS, musée d'Anthropologie de Turin.

à la « galère » ou à la marginalité des banditi... Voilà quelques-unes des pistes dessinées par cette exposition ouvrant moins sur de vieux asiles que sur de nouveaux mondes, ce qui rend son intérêt des plus pressants.

Gilles Bounoure

souscription On est vivants

un film documentaire de Carmen Castillo

À celles et ceux qui pensent que, dans les temps d'incertitude et d'ébranlement du monde, le cinéma peut encore aider à résister, à penser et à vivre. *On est vivants* veut lutter contre la résignation, aller à la rencontre de celles et de ceux qui, malgré les défaites, continuent à penser que l'on peut changer le cours du monde. Mais faute de moyens son existence est en péril.

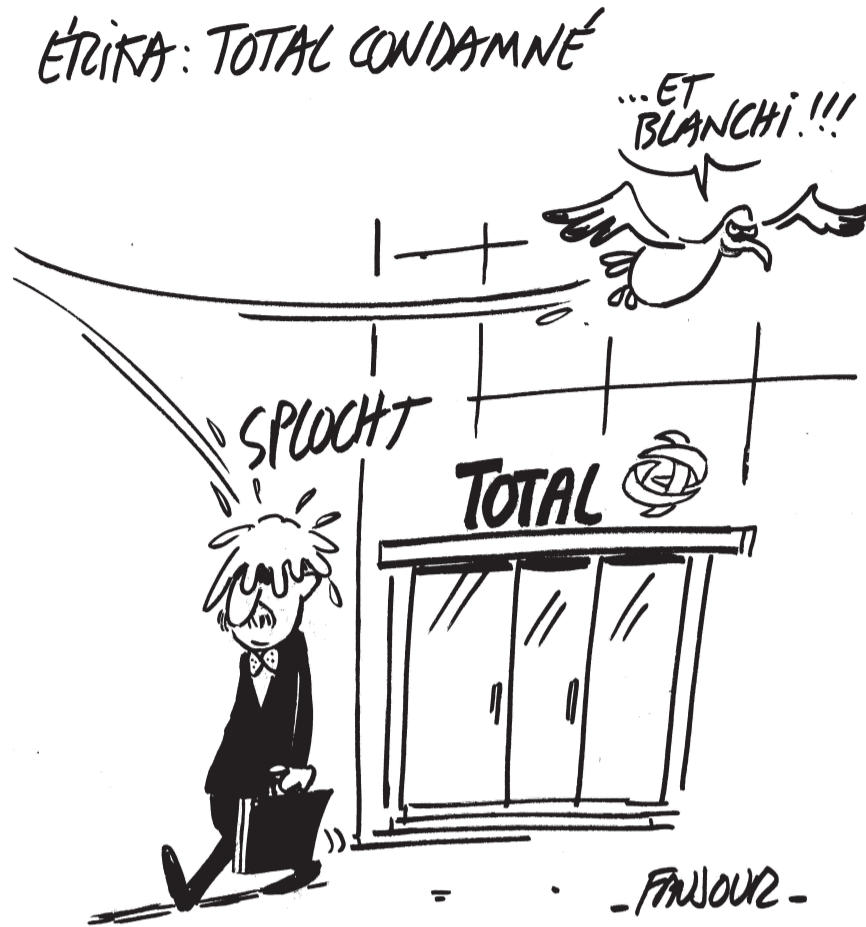
On est vivants a obtenu l'avance sur recettes du Centre national du cinéma en France. Pour compléter le financement, nous avons besoin de trouver, sous forme de souscription, la somme de 50 000 euros.

Vous pouvez adresser vos dons à :
« Collectif Ensemble pour un autre regard »,
35 avenue de Gascogne 78450 Villepreux
(chèques à l'ordre de l'association).
onestvivants@gmail.com

ERIKA, AZF : TOTALement coupable !

Procès de l'Erika : la victoire de David contre Goliath

Après un combat acharné qui aura duré treize ans, le procès de l'Erika connaît une issue heureuse : les juges de la Cour de cassation confirment la condamnation pénale de Total dans le naufrage de l'Erika, et mieux encore, ajoutent une condamnation civile ! Pourtant le patron de Total aura mobilisé des moyens financiers considérables et tout l'arsenal juridique possible pour gagner ce procès ! Et l'avocat général de la Cour de cassation demandait une « cassation sans renvoi de l'arrêt attaqué », c'est-à-dire une annulation pure et simple de toute procédure au motif que la justice française n'était pas compétente. Les juges en ont décidé autrement. Ce jugement est une innovation positive du droit français : il applique enfin le principe du pollueur payeur, reconnaît le préjudice écologique, étend de fait la compétence juridictionnelle de la France hors de ses eaux territoriales en vertu de la protection du milieu marin. Il fait donc « avancer » le droit français dans le sens de l'obligation pour les pollueurs de réparer les catastrophes qu'ils provoquent. Il pourra avoir valeur de jurisprudence. Ce résultat encourageant n'aurait pas été obtenu sans les luttes unitaires et tenaces des habitants du littoral et de leurs associations, des écologistes et des ornithologistes, des travailleurs de la mer et de leurs syndicats, des élus locaux et des quelques partis qui ont apporté un soutien actif à cette lutte. C'est la reconnaissance que le droit à la vie des 99% et de leurs territoires est plus fort que la loi de l'enrichissement de quelques uns. Ce jugement, en corollaire, signe bien sûr une défaite essentielle pour Total, première entreprise française, exploitant les gisements des mers et des terres de tous les continents, surexploitant les salariés qui y travaillent, affichant un mépris sans fin de tout respect des équilibres écologiques. Pas tant en raison des coûts financiers des sanctions : 200 000 euros sur 12 milliards de bénéfices annuels, pour Total c'est une brouille ! Mais c'est le signal qu'il pourra transporter plus difficilement n'importe quoi, n'importe comment... C'est une limite posée dans la jungle des profits : la remise en cause d'une « capitainerie » du capitalisme mondial c'est déjà une (petite) attaque réussie contre ce système que nous voulons abattre !



AZF, enfin une condamnation !

La veille, à l'issue du procès AZF, la société Grande Paroisse, filiale à 100% du groupe Total et son ex-directeur, Serge Biechlin, ont été jugés pénalement responsables de l'explosion de l'usine de Toulouse le 21 septembre 2001 par la Cour d'appel. 225 000 euros d'amende pour la société, trois ans de prison dont un ferme et 45 000 euros d'amende pour M. Biechlin, c'est le maximum requis par la loi. S'y ajoutent plusieurs millions d'indemnisation pour les parties civiles. Ce jugement est important car la responsabilité du donneur d'ordre dans la désorganisation du travail liée à la sous-formation, l'absence de formation, l'absence de contrôle, les manquements graves aux obligations de sécurité est enfin reconnue et condamnée. C'est une victoire même si Total échappe à la condamnation directe. Tous les moyens colossaux et la stratégie du groupe, effacement des preuves, fausses pistes, négation de l'accident chimique, sont mis en échec.

FRONT DE GAUCHE, opposant ou pas, il faut choisir

Interrogé récemment, sur France 2, sur son attitude à l'égard du gouvernement, Jean-Luc Mélenchon répondait : « Opposant, non. Ce que je rejette dans ce mot, ce n'est pas la conflictualité avec les socio-libéraux, je l'assume. Mais le statut d'opposant signifie qu'on a perdu, or nous sommes les ayants droit de la victoire. Le chef de l'État a donné rendez-vous dans deux ans. D'ici là, notre devoir est de dire qu'on peut faire autrement. » Se définir comme une opposition à la politique de la gauche libérale signifierait que l'on a perdu. Étrange raisonnement. « Moi, ce que je veux propager, c'est un état d'esprit optimiste, dire qu'on n'est pas condamnés. » Oui, les salariés, la population ne sont pas condamnés à subir... la politique du gouvernement. Oui, nous sommes optimistes, c'est-à-dire confiants dans leur capacité à s'opposer à cette politique... sans attendre deux ans ! Sans respecter cette date, véritable miroir aux alouettes, sauf qu'elle correspond aux élections municipales !

Sans attendre, combattre l'austérité

Virer Sarkozy était une étape pour commencer à mettre un coup d'arrêt à la politique d'austérité et l'offensive réactionnaire qui l'accompagne et la justifie. Maintenant, alors que Hollande marche dans les pas de son prédécesseur, il nous faut sans attendre aller de l'avant. Les faux-semblants ne font que semer la confusion dans les esprits. Il est quelque peu hypocrite de dire que la manifestation du 30 est « une manifestation d'opposition aux politiques d'austérité » pour se refuser à la qualifier de manifestation d'opposition au gouvernement ! Comme de se contenter de reprocher à Hollande « que d'une manière générale, il a une vision très comptable et fataliste de l'action économique », à propos de l'engagement de ce dernier à inverser la courbe du chômage en un an. « Mais personne n'y croit. Comment pouvez-vous retourner la courbe du chômage en contractant l'activité ? », ajoute Mélenchon pour souligner, la France est « en train d'entrer dans un cercle vicieux ». Et il faudrait attendre deux ans ! Et attendre quoi ? Les résultats des élections municipales, le développement de la crise politique que la discussion sur le pacte budgétaire a révélée ? C'est bien là l'objectif du Front de Gauche en espérant que se constituera à l'Assemblée nationale « une majorité alternative » avec les Verts et la gauche du PS. Les résistances et les luttes contre les plans sociaux ne peuvent être conditionnées à on ne sait quelle tactique parlementaire. Les travailleurs n'ont aucune raison d'attendre pour s'opposer à la politique d'Hollande-Ayrault qui se plie aux exigences des banques et des patrons.

L'heure est à la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement. Nous y invitons le Front de Gauche. Il ne peut y avoir d'issue à la crise sans que les travailleurs et la population imposent leur gouvernement qui garantisse un emploi et un revenu, rompent avec les politiques d'austérité, annule la dette, socialise les banques en créant un service public bancaire unique et s'adresse à l'ensemble des peuples pour construire une autre Europe. Une telle politique ne se construira pas dans les calculs parlementaires mais au cœur des mobilisations.

Yvan Lemaitre



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Deux victoires qui en appellent d'autres !

Ces jugements doivent contribuer à mettre à bas l'impunité pour les crimes industriels et environnementaux et à établir la responsabilité civile et pénale des donneurs d'ordre. En s'appuyant sur le jugement de l'Erika, il s'agit de ne laisser passer aucune autre pollution maritime sans mobilisation ni procès. Mais il faut aller au-delà : agir sur les raisons mêmes de ces désastres. Cela passe par la suppression des bateaux-poubelles, ce qui per-

mettrait la création d'un plan de relance des chantiers navals publics ; la traçabilité précise de chaque navire (de son état, de ses appartenances successives) ; l'harmonisation par le haut des salaires et droits sociaux des marins d'abord à l'échelle européenne. Mais tout de suite, les gouvernements peuvent décider de supprimer les pavillons de complaisance qui autorisent le contournement de toutes les règles sociales pour les équipages et de celles de la

sécurité maritime, qui favorisent l'accumulation du profit pour les affréteurs et les armateurs. De même le jugement AZF est un point d'appui pour en finir avec la sous-traitance, la déréglementation du travail et, comme le dit Jean-Paul Teissonnière l'avocat de la CGT au procès AZF, « la logique industrielle (qui) fabrique les crimes comme elle fabrique les marchandises : à grande échelle et au moyen d'une organisation rationnelle ».

Chaque victoire permet de se poser collectivement les bonnes questions pour aller de l'avant : à quand la fin des industries dangereuses ? Quelles alternatives aux énergies fossiles ? Quelles qualités de transport ? Quelles conditions de travail pour les travailleurs et quelle qualité de vie pour nous tous ? Chaque victoire encourage les résistances à venir et elles devront être fortes !

Roseline Vachetta et Christine Poupin

courrier

À propos de l'article de Gaston Lefranc sur le Crédit Immobilier de France [paru dans *Tout est à nous* N°163]

L'article est très intéressant [...]. Je souhaiterais juste apporter quelques compléments d'information. D'abord, ce n'est pas parce que les marchés n'investissent plus dans le CIF que sa note a été abaissée, mais au contraire, c'est parce que Moody's l'a menacé d'une dégradation de quatre crans en février passé que les investisseurs se sont désengagés. Moody's n'avait plus qu'à attendre quelques mois pour constater le défaut de paiement. C'est un peu arbitraire mais terriblement efficace. Une

question : pourquoi Fitch, qui note également le CIF [...] n'a-t-il pas dégradé le CIF ?

Nationaliser le CIF [...] permettrait de sauver des emplois et, surtout, de financer le système du logement social en France. Par contre, le scandale dans cette histoire, c'est que les actionnaires du CIF ne sont pas de vilains fonds de pension mais... des sociétés affiliées au monde HLM. Elles reçoivent des dividendes dits sociaux car ils sont réinvestis en prêts aux collectivités locales pour lutter contre le mal logement ! Si, si ! Le gouvernement socialiste qui met le logement social au

cœur de ses priorités supprime un acteur social. Tout cela est d'un cynisme inouï mais permettra au prix de 2 500 emplois directs (et 40 000 en comptant toutes les entreprises et artisans concernés par la branche) de récupérer les fonds propres du CIF (2,4 milliards d'euros) et bien plus encore. Le CIF a toujours été rentable... Ce que Mediapart a appelé dans un article récent un hold-up.

Je vous remercie pour votre article qui nous montre que si les grands médias taisent nos actions, certaines parutions nous permettent de croire en un certain soutien.

Jacques, Conflans-Sainte-Honorine (78)

Roms :

à Marseille, les sinistres émules de Valls

À l'ancienne concession Skoda, dans le 15^e arrondissement de Marseille, tout le monde s'active pour nettoyer le terrain que la LDH et le collectif Solidarité Roms viennent de «réquisitionner». Côte à côte, ces derniers ainsi que des militants du RESF, du NPA, de Rencontres Tziganes et, bien sûr, les familles concernées, s'arment de sacs poubelle et de balais pour libérer de l'espace et pouvoir réfugier la cinquantaine de Roms pour la nuit. Tout le monde a bien évidemment en tête la soirée de jeudi, où des habitants de la cité des Créneaux sont venus faire police eux-mêmes et chasser ces familles avant de brûler les tentes qui restaient. On pense bien sûr aux pogroms, aux milices fascistes. Quelque chose a changé : après la droite décomplexée, menant la politique dont le FN rêvait, c'est la gauche sécuritaire et raciste de Valls qui s'active, justifiant l'action des riverains. La maire de secteur, PS, S. Ghali, qui demandait l'intervention de l'armée dans les quartiers populaires, dit «comprendre» l'action des riverains. Elle organisait il y a peu des manifestations pour demander à ce qu'on chasse les Roms ! Ces habitants n'ont donc fait que reproduire, avec l'appui des élus locaux, la politique de l'État, devant les yeux de la police qui n'a «relevé aucune infraction».

Autour du nouveau terrain occupé, les habitants débattent : certains craignent pour leur quartier mais sont prêts à cohabiter sans problème, d'autres menacent de venir le lendemain armés de Kalachnikovs et reprennent inconsciemment les discours de Sarko, Guéant et Le Pen. Certains d'entre eux sont eux-mêmes musulmans et/ou issus de l'immigration... Pourtant, comme le disait le communiqué de «la Voix des Roms», l'incendiaire se trouve place Beauvau. Des solutions politiques existent bel et bien. Que dire des bâtiments en voie de démolition de cette cité des Créneaux où a eu lieu un incendie et qui pourraient être réhabilités et utilisés pour des solutions pérennes de logement à moindre coût plutôt que démolis ? Que dire de ces terrains ainsi vidés au profit du projet Euromed, le nouveau centre financier et urbain qui se construit comme un relais de la politique impérialiste de la France et comme une opération d'épuration anti-pauvres et immigrés. Cette ville de Marseille, populaire et construite d'immigrations, est devenue un enjeu national depuis quelques semaines. Sous couvert de lutte contre la délinquance, ce sont les pauvres, les Roms, les immigrés, les musulmans, que l'on chasse. Mairie UMP et mairies de secteur socialistes veulent faire «ville propre», jouant à débattre autour de quelques nuances.

Tous les habitants ne sont pas tombés dans le panneau des politiques racistes, bien au contraire, et des habitants solidaires se mobilisent pour faire face à l'urgence. Au-delà, il sera question surtout d'imposer à la préfecture l'organisation d'une solution de logement, d'attribution d'un terrain provisoire, promesses jamais mises en œuvre. Les entraves légales à la circulation et au travail des Roms, pourtant citoyens européens, doivent immédiatement être levées. Un plan d'urgence face au chômage, aux discriminations à l'embauche, au mal-logement doit être lancé afin que l'ensemble des quartiers Nord de Marseille, Roms compris, trouve une solution commune à cette crise qui attise les haines et aggrave la misère de toutes et tous.

Kevin VACHER



(DR)



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

FORD BLANQUEFORT Jour de colère

Montés de Bordeaux en train à plus de 360 personnes, les salariés de Ford et leurs soutiens locaux ont bien fait parler d'eux. En envahissant pour la troisième fois le stand de la marque le jour d'ouverture du Mondial de l'automobile, ils ont posé de façon militante le problème de la nécessaire convergence des mobilisations. Rencontre avec trois d'entre eux, dont l'un bien connu.

coup, beaucoup de bonheur à foutre le bordel sur le stand.

Des convergences qui restent à construire

Après cette apparition réussie au Mondial de l'auto, une délégation des Ford rejoint l'après-midi le meeting intersyndical autour de PSA qui se déroule dans le quartier de la Rose des vents à Aulnay, dans la fameuse cité des 3000. Beaucoup de délégations d'entreprises du 93 y participent, que ce soit d'Air France ou de Sanofi par exemple. Mais si les soutiens ne manquent pas, au niveau syndical comme au niveau de la gauche radicale, les travailleurs de PSA sont assez peu présents.

«Une grosse déception, c'était pas vraiment le tous ensemble !» dit Vincent, «si peu de travailleurs de la boîte, un vrai soucis» pour Carlos. Philippe lui est plutôt «partagé. On était content d'y être car en cinq années de lutte, on s'est toujours tourné vers les autres. Mais il y a encore plein de barrières à faire tomber, y compris au sein du syndicalisme». Pour preuve, l'absence de prise de parole à ce meeting des salariés de Ford ou de Fralib venus eux aussi à Aulnay.

Qu'importe, on parle déjà de la suite. «Le 9 octobre, on manifestera à Bordeaux mais une délégation sera à nouveau au Mondial de l'auto. L'occasion de rencontrer vraiment les salariés de PSA», assure Vincent. «Ce jour-là, on essaiera de faire à Paris une réunion avec ceux des boîtes qui en ont envie, on fait avec les moyens qu'on a...», conclut Philippe. Pour un vrai tous ensemble cette fois ?

Manu Bichindaritz

La journée du samedi 29 septembre a commencé tôt, comme une de ces journées ordinaires à la boîte. Même pas encore 6 heures et demie et tout le monde est déjà dans le train au départ de Bordeaux.

À l'arrivée à la gare Montparnasse, un comité d'accueil composé de cheminots militants est bien présent. «On a eu le premier frisson» dit Carlos Abrantes.

C'est bon pour le moral

Devant l'entrée du salon de l'automobile, il y a certes un premier rendez-vous manqué. «Le regret, c'est Peugeot. On a vu la cinquantaine de salariés de PSA partir en bus après leur intervention, alors que l'on était en train d'arriver» regrette Carlos. Mais d'autres délégations de travailleurs sont là, à commencer par ceux de Fralib de Gémenos, engagés eux aussi dans une lutte de longue haleine. «ça aide à se sentir moins seul, moralement c'est important» dit Philippe Poutou.

Et les prises de paroles des soutiens politiques commencent. Olivier Besancenot dénonce un gouvernement qui a choisi son camp et propose l'organisation d'une marche de soutien à la lutte pour l'emploi, pour se faire vraiment entendre de Montebourg. Aussi présent à ce rassemblement,

Jean-Luc Mélenchon a notamment dénoncé les entreprises uniquement là pour faire du fric, sans répondre à la proposition d'Olivier. «Une tête d'affiche qui aide aussi à faire venir les caméras. De ce point de vue-là, c'était réussi!» dit Vincent Alauze.

On existe

C'est l'heure de rentrer dans le Mondial de l'automobile où les plus grandes marques exposent leurs derniers joujoux. Les salariés de Ford et leurs soutiens refont de façon très spontanée la décoration du stand devant de nombreux appareils photos et caméras de télévision : autocollants collés sur les voitures, confettis partout, on fait beaucoup de bruit face une organisation complètement déconfitée.

«On dit souvent que les patrons cherchent à nous résigner. Là c'était l'inverse, ils n'avaient pas d'autres choix possible que de nous laisser faire notre action» dit Carlos. Philippe approuve : «En faisant cela, on exprime de la fierté et de la dignité. On rappelle à tout le monde que l'on est chez nous, que les voitures sont produites par des salariés surexploités. On occupe la place, comme les Indignés...». Vincent conclut : «On veut montrer sur la place publique la réalité de la politique de Ford en attaquant leur image de marque. Du

en bref

Les sauvages ?

Dans une dizaine de stations du métro de New York, on peut voir des affiches avec ce message : «Dans toute guerre entre l'homme civilisé et le sauvage, soutenez l'homme civilisé. Soutenez Israël, combattez le Jihad». Cet affichage devrait durer un mois, pour un coût de 4600 euros par affiche. Voulu

et financé par une certaine Pamela Geller, déjà connue pour avoir milité contre un centre islamique qui devait être construit non loin du site des attaques du 11 septembre 2001. La direction du métro de New York avait refusé, la justice l'a obligée à cet affichage au nom du fameux premier amendement de la Constitution américaine, garant de la

liberté de culte et d'expression. Mais le métro de Washington maintient son refus d'une telle provocation au moment où l'affaire du film cause des morts. Son organisation, «American Freedom Defense Initiative» (Initiative américaine pour la défense de la liberté), avait déjà lancé une campagne publicitaire à New York avec le slogan : «Ce n'est pas

de l'islamophobie mais de l'islamoralisme». À San Francisco, des posters identiques avaient été affichés dans des bus, suscitant une réaction négative du public. Plusieurs affiches avaient été vandalisées, des usagers remplaçant les termes du slogan «vaincre le djihad» par «vaincre le racisme». On ne peut pas dire mieux...



Ne souriez plus, vous êtes filmés.

Dimanche soir à Gennevilliers (92), deux jeunes de 16 et 17 ans (« inconnus des services de police ») sciaient les poteaux de caméras de vidéosurveillance. La BAC arrive, attroupement de jeunes, caillassage des flics... Les caméras sont récentes à Gennevilliers ; le NPA a critiqué cette décision, rappelant le danger pour les libertés et l'inefficacité du dispositif. Les caméras n'empêchent aucun délit, aucune agression ; elles pourraient permettre de reconnaître l'agresseur mais il faudrait interdire la fabrication des bonnets et des capuches... En attendant, 950 000 caméras nous surveillent dans les lieux publics et au travail (et ce chiffre n'est que celui des dispositifs connus de la Cnil). Nous sommes tous considérés comme des délinquants potentiels. La municipalité, dirigée par le PCF, nous avait répondu que, certes, c'était pas bien et pas efficace, mais que ça rassure « les gens », que ça leur donne un sentiment de sécurité. Donc non seulement on prend « les gens » pour des abrutis incapables de comprendre une simple explication (il faudrait un grand nombre de personnes pour tout visionner en direct et

des flics à chaque coin de rue prêts à intervenir à la minute), mais en plus on leur ment. Et ça prétend faire de la démocratie participative ! Nous avons aussi critiqué le coût : achat, installation, personnel et... entretien. Car outre l'entretien normal, nous avions prédit que ces caméras seront forcément vandalisées.

Répression antisyndicale à Paris 1.

Les jugements sont tombés pour trois des quatre syndicalistes de Paris 1 (un militant de l'Unef et trois de Sud-étudiant) poursuivis par l'université, et les sanctions sont très graves. Ils sont accusés de violences alors qu'ils ont été les victimes d'attaques délibérées des vigiles privés engagés par l'université à la place des appariteurs, à deux occasions différentes. La première, pour les militants de Sud-étudiant, est une descente du MET (mouvement lié à l'UNI et aux identitaires) au moment des élections universitaires, descente qui a été protégée par les vigiles. La seconde, pour le militant de l'Unef, est l'organisation d'une réunion d'information sur l'élection présidentielle, en présence d'Alain Krivine, que les vigiles ont tenté

d'empêcher physiquement. Un militant de Sud a été relaxé, le second a reçu une exclusion d'un an avec sursis (ce qui signifie qu'à tout moment, il peut être exclu), le militant de l'Unef a été exclu un an ferme de Paris 1. Ce sont donc des sanctions d'une extrême gravité pour des syndicalistes. Elles sont formulées dans un contexte de pénurie budgétaire dans les universités (le SNESup estime que la moitié d'entre elles sont déficitaires), de licenciements des contractuels, d'attaques contre les syndicats étudiants. Un collectif de soutien large regroupant la FERC-CGT, la FSU 75, Solidaires, l'Unef, Sud-étudiants et d'autres organisations a commencé à organiser la solidarité. Elle va se poursuivre pour obtenir l'annulation de la procédure et la relaxe des militants.

PERPIGNAN

Femmes immigrées victimes de violences, en lutte !

Entretien avec Badia, Djamila et Nadia, du « Collectif femmes immigrées victimes de violences 66 ».

Vous pouvez vous présenter ?

B. Nous sommes des femmes d'origine maghrébine, venues ici après avoir rencontré dans notre pays d'origine notre futur époux de nationalité française. Après quelque temps de vie de couple normale en France, tout s'est dégradé ; notre vie a plongé dans la violence de notre mari mais aussi parfois de toute sa famille. Pour moi ça a duré quatre ans.

N. Moi je l'ai connu huit ans avant le mariage là-bas et vécu un enfer un an ici.

B. Toutes, en nous rencontrant, on s'est aperçu que c'était la même histoire : l'homme avec qui nous pensions fonder une famille s'est révélé ivre du pouvoir que sa situation de Français lui donnait sur nous. La loi française nous livrait à sa merci ! Les coups et l'asservissement, ou la porte et le renvoi dans notre pays comme des chiennes !

Que s'est-il passé après les violences que vous avez subies ?

N. Badia et moi avons fui pour sauver notre vie, Djamila a été jetée à la rue. Dans l'isolement complet dans lequel nous maintenions nos époux, on était complètement démunies face aux démarches à faire, à quelles portes frapper.

B. Avec les lois racistes actuelles, notre droit au séjour en France est lié totalement à notre situation familiale et nous oblige à cinq ans de vie commune avérée au moins pour avoir une carte de séjour de dix ans. S'il y a rupture de vie commune avant, nous perdons nos droits au séjour. Au nom de la circulaire sur les « mariages gris » [instaurée par Sarkozy], sur simple déclaration de mon ex-époux pour « escroquerie aux sentiments » à la préfecture, on m'a retiré mon titre de séjour et mon droit au travail alors que j'étais près d'avoir un CDI ; et nous sommes menacées chaque jour de reconduite à la frontière !

N. Comme femmes immigrées nous subissons une double peine : comme immigrées mariées à un Français on est immédiatement soupçonnées de vouloir frauder pour obtenir des papiers. Dans toutes les démarches que j'ai faites auprès de la police ou des tribunaux, ils ont donné systématiquement raison à mon ex-conjoint français.

B. Comme femmes victimes de violences conjugales notre parole n'est pas entendue. Quand je suis porter plainte allée seule dans un commissariat, avec une ITT de 30 jours à la suite des violences que j'ai subies, au mieux le policier a bien voulu saisir une main courante et pas une plainte, alors qu'il n'a aucun droit pour décider de l'un ou de l'autre. Mais j'ai dû subir des remarques racistes du genre « Vous n'aviez pas assez d'hommes dans votre pays pour venir épouser un Français ? » Et jusqu'à ce jour mon ex-conjoint n'a jamais été inquiété.

Quelle est votre situation aujourd'hui ?

N. Malgré le soutien que nous avons reçu des services sociaux et des militantes d'association, aucune de nos démarches n'a abouti. La police, la justice et toutes les instances légales vers lesquelles nous nous sommes tournées nous ont adressé une fin de non-recevoir.

D. Sans toit, sans possibilité de travailler, nous sommes considérées comme des criminelles et non comme des victimes. Nous vivons dans la peur de la police et du lendemain. Je ne dors plus...

Pourquoi avoir créé ce collectif ?

B. Après des mois d'isolement et de batailles juridiques inutiles car la loi française raciste n'a rien à faire de nos vies brisées, nous avons décidé de nous exprimer, de dénoncer collectivement l'injustice qui nous est faite et d'engager d'autres actions pour nous faire entendre. Nous luttons pour notre dignité. Nous refusons d'être renvoyées dans notre pays d'origine où nous subirions de plus le rejet de notre famille comme femme divorcée, c'est-à-dire rejetée par son époux tout puissant.

N. Nous ne sommes pas des objets jetables ! Nous sommes ici, nous resterons ici ! Nous reconstruirons notre vie ici. Nous exigeons le droit de travailler et de vivre ici avec un statut indépendant de notre situation familiale. Et nous avons besoin de soutien pour gagner ce combat.

Propos recueillis par Josie Boucher

Contact : femmesenresistance66@gmail.com

MANIF ANTI-AUSTÉRITÉ Le NPA bien présent



Paris, le 30 septembre. Lors de la manifestation anti-austérité et anti-TSCG, le cortège du NPA, dynamique et animé, a rassemblé environ 600 personnes, venues de région parisienne et alentours. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®